

## Italie : difficile sortie de récession

**Sabine Mathieu,**

*Chargée d'études à l'OFCE*

*L'économie italienne avait connu après le premier choc pétrolier, une croissance forte. Des investissements importants étaient orientés vers la rationalisation de l'appareil productif. Depuis 1981 l'Italie est en récession.*

*Au premier semestre 1983 l'activité n'a pas bénéficié du soutien de la consommation des ménages, la croissance du revenu disponible étant limitée par la politique économique ; la demande extérieure est restée faible. Au deuxième semestre 1983 un rattrapage a sans doute eu lieu : la situation des ménages s'est améliorée, la chute des investissements et le déstockage se sont arrêtés, la demande extérieure s'est redressée.*

*L'évolution des années 1981 à 1983 aura permis de créer certaines des conditions de l'assainissement. Le rythme de la hausse des prix s'est ralenti. L'ajustement des structures productives est en cours. Le rééquilibrage des échanges avec l'extérieur est engagé. Cependant, l'ampleur du déficit budgétaire pèse encore sur l'activité. Aussi l'amélioration attendue pour 1984 restera modeste, malgré le soutien de la demande externe. Le déficit des échanges extérieurs sera toutefois inchangé en 1984, en raison de la croissance des importations. A plus long terme, le solde risque de se détériorer si la pénétration du marché intérieur n'est pas freinée ou contrebalancée par une réorientation géographique et sectorielle des exportations.*

*En annexes : prévisions quantitatives et diagrammes de base.*

### Introduction

Après le premier choc pétrolier, l'Italie a retrouvé plus rapidement que la plupart de ses partenaires européens une croissance soutenue, où l'on peut distinguer deux phases. La première qui couvre la fin de 1975 et toute l'année 1976, a résulté du rattrapage de la demande intérieure et de la reconstitution des stocks. Elle s'est accompagnée de vives tensions : dégradation de la balance courante, dépréciation de la lire, qui ont ravivé la spirale inflationniste prix-salaires. Une pause a dû intervenir en 1977 sous l'effet d'un plan de stabilisation visant à comprimer la demande. Par la suite la

croissance a repris jusqu'à la mi-1980, les exportations jouant alors un rôle moteur grâce à la stratégie de dévaluations compétitives poursuivie jusque-là. A cette date, l'Italie s'est engagée dans une phase récessive qui va durer trois années. Cette fois, non seulement le soutien de la consommation des ménages est venu à manquer mais, de plus, les exportations ont contribué à la diminution de la croissance (\*). L'année 1983 pourrait être la dernière année où l'activité s'inscrit encore en recul par rapport à l'année précédente. En effet, au cours du second semestre 1983 sont apparus quelques signes d'un renouveau de l'activité. Ainsi 1984 sera sans doute une année de reprise, modérée toutefois. L'Italie aura-t-elle mis à profit cette phase récessive pour améliorer ou même éliminer les déséquilibres ayant accompagné la forte croissance des années 60 et qui s'étaient accentués après le premier choc pétrolier : l'inflation, le déficit budgétaire et le déficit des échanges extérieurs ? La présente chronique tente d'apporter quelques éléments de réponse à ces interrogations.

## 1983 : Une nouvelle année de récession pour l'Italie

Après une période de forte croissance, l'Italie s'est engagée il y a trois ans dans une phase récessive, dont l'année 1983 marquera sans doute la fin. Cependant, la moyenne de l'année mettra probablement en évidence la décroissance du PNB la plus forte depuis 1975 (environ - 1,5). Encore ce résultat suppose-t-il que le premier semestre, négatif sous beaucoup d'aspects, aura été contrebalancé par un deuxième semestre plus dynamique. Globalement cette année 1983 est caractérisée par la faiblesse de la demande intérieure, aussi bien de la consommation des ménages (- 1,3) que des investissements fixes (- 5,5) et des stocks (- 0,8 % de contribution à la croissance) (cf. tableau 3). Deux aspects plus positifs doivent être signalés : le redressement des comptes avec l'extérieur et l'atténuation des tensions inflationnistes (passage d'une hausse des prix de 16,3 % en 1982 à quelque 15 % cette année).

### Au premier semestre, un contexte défavorable hérité de 1982

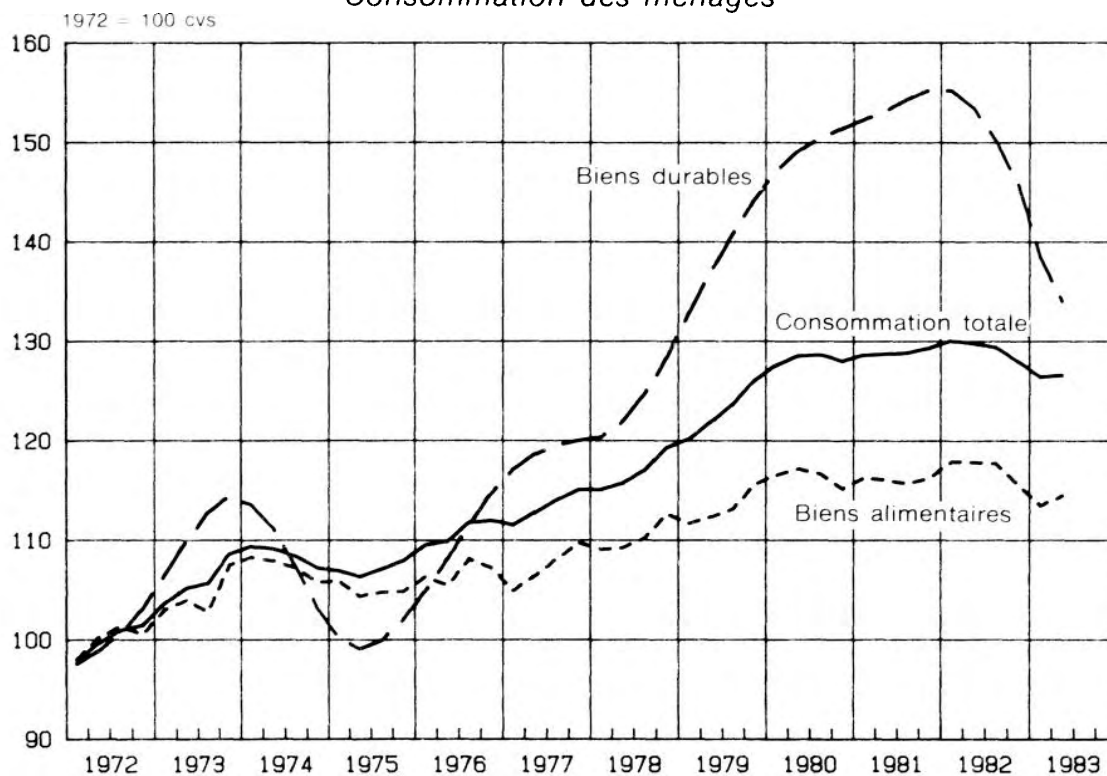
Durant la première moitié de l'année plusieurs conditions ont déprimé la demande globale.

*La demande extérieure est restée faible* et les marchés habituels italiens ont été peu dynamiques. Les progrès des exportations de biens et de services au premier semestre 1983 (+ 4,9 % en volume) ont été loin de compenser la lourde perte du semestre précédent. Celui-ci était caractérisé par une dégradation sensible des marchés extérieurs, notamment de deux clients importants : la Libye dont les importations ont baissé de moitié en 1982, et l'Algérie sur laquelle la part de marché italienne s'est effondrée. Cette défection avait entraîné une baisse du volume des exportations plus ample que celle des importations pour la fin 1982. Pendant l'année 1983 les exportations sont en légère croissance par rapport à 1982 (un peu moins de 2 %) marquant probablement ainsi le maintien des parts de marché italiennes.

---

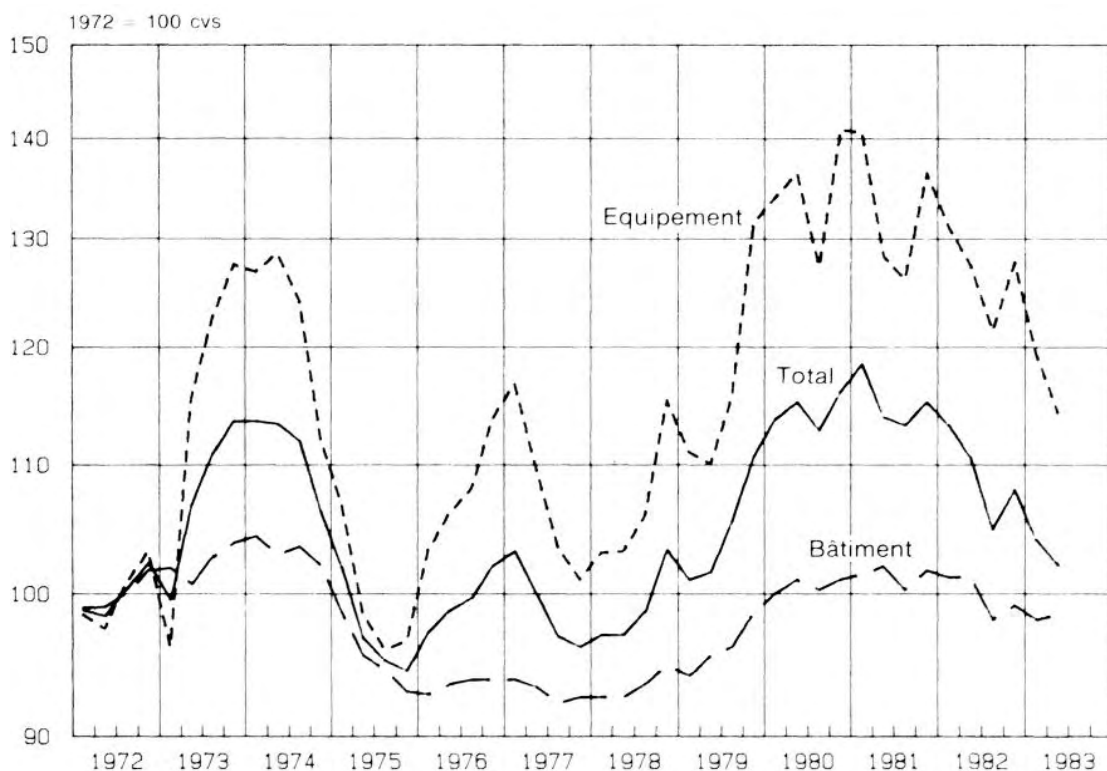
(\*) Cf. graphiques 1 et 2 et diagrammes en annexe.

Graphique 1  
Consommation des ménages



Source : Banque d'Italie

Graphique 2  
Investissement



Source : ISCO

*La demande intérieure a diminué à nouveau.* Tout d'abord la consommation des ménages a baissé en raison de la perte de pouvoir d'achat du revenu disponible, comme cela avait déjà été le cas en 1982, et du maintien du taux d'épargne à des niveaux élevés. Plusieurs raisons expliquent ces évolutions :

— Les différents points de l'accord du 22 janvier 1983 (encadré ci-contre) entre le patronat, les syndicats et le gouvernement sur l'échelle mobile des salaires n'ont pas pris effet au même moment. Les mesures visant à modérer la répercussion des prix sur les salaires sont entrées en vigueur dès février 1983, alors que le renouvellement des contrats de secteurs et les différentes compensations sont intervenus au cours du second semestre.

— Des mesures de nature fiscale, parafiscale et tarifaires ont pesé sur le pouvoir d'achat du revenu. L'effet de certaines mesures prises en 1982 s'est prolongé en 1983 et a été renforcé par des mesures additionnelles.

Tout d'abord les augmentations des impôts directs ont été fortes pendant le premier semestre 1983 en raison de décisions prises l'année précédente. Ainsi, l'amnistie fiscale (\*) décidée pour tenter de limiter l'évasion et la fraude, l'alourdissement de l'impôt sur les sociétés (IRPEG) sur le revenu (IRPEF) des travailleurs indépendants ont accentué la pression fiscale. A ces dispositions doivent être ajoutées des mesures entrées en vigueur au début de 1983 : prolongation de la majoration « temporaire » confirmée de l'acompte sur les impôts directs, reconduction de la majoration de l'impôt sur les habitations (ILOR), enfin reconsidération des facilités fiscales accordées pour l'IRPEF.

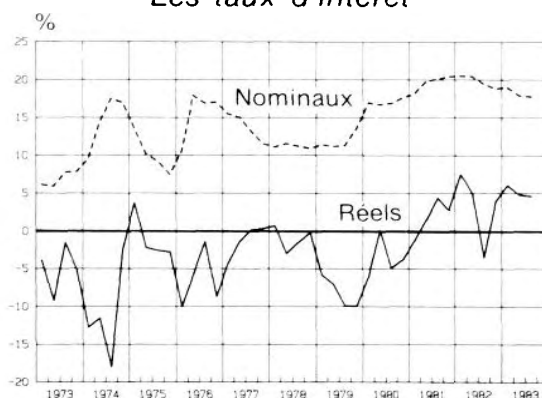
L'imposition indirecte avait déjà été aggravée, le taux de la TVA avait été relevé, l'impôt sur les tabacs avait été alourdi. Ce mouvement a encore été renforcé au premier semestre 1983 : reconduction de l'augmentation de la vignette, remise en cause des facilités de la TVA...

Enfin, la politique des tarifs publics, caractérisée par de fortes hausses (cf. infra) a contribué à réduire le revenu disponible réel. La politique budgétaire a donc freiné la consommation tandis que la politique monétaire, en demeurant restrictive tendait à favoriser l'épargne. Les taux d'intérêt réel sont en effet restés élevés, car les taux d'intérêt nominaux ont un peu moins fléchi que le rythme de l'inflation (graphique 3).

Cette orientation de la politique monétaire a par ailleurs exercé des effets importants sur les investissements qui ont baissé au premier semestre 1983, dans leur ensemble (– 3,1 %), légèrement moins toutefois qu'au deuxième semestre 1982 (– 7,4 %).

Graphique 3

*Les taux d'intérêt*



Source : Morgan Guaranty Trust.

(\*) L'amnistie fiscale constitue en fin de compte une rentrée pour l'Etat. Elle a pour but d'inciter les contribuables à déclarer certains revenus en limitant la rétroactivité de l'imposition.

## L'accord du 22 janvier 1983

### **Echelle mobile**

Mesures visant à ralentir la dynamique de répercussion des prix sur les salaires.

- L'indice du coût de la vie qui sert de référence au calcul des points de hausse de prix à répercuter sur les salaires est rebasé 1982-1983 = 100.

- La nouvelle valeur du point = 6 800 liras c'est à dire de 15 % inférieure au niveau de 8 000 liras qui aurait dû être effectif selon les anciennes normes.

- La détermination du nombre de points d'échelle mobile à répercuter chaque trimestre doit tenir compte des variations de l'indice par rapport au trimestre précédent : ces indices seront nets des décimales. Le report des décimales fait l'objet d'un débat entre les parties concernées. Pour les syndicats les fractions de points sont cumulables jusqu'à ce qu'elles forment un point que l'on peut alors répercuter. Cet avis qui semble être partagé par les autorités gouvernementales ne l'est pas par le patronat. Celui-ci considère que les décimales sont définitivement perdues et en conséquences refuse aujourd'hui de les comptabiliser. Cette nouvelle tension sociale était attendue en raison des ambiguïtés contenues dans l'accord. Le patronat, représenté par la Confindustria, appelle à de nouvelles négociations salariales car il juge le ralentissement de l'échelle mobile insuffisant et le coût du travail trop élevé.

### **Les contrats collectifs**

- Les augmentations mensuelles moyennes ont été fixées à 25 000 liras pour 1983 et 35 000 pour 1984.

- Les négociations par entreprises sont bloquées qui accordaient généralement des augmentations légèrement supérieures à celles des contrats collectifs du secteur.

### **Mesures de compensations**

- Une réduction de la durée annuelle du travail de 20 heures au deuxième semestre 1984 et 20 heures également au premier semestre 1985 est accordée.

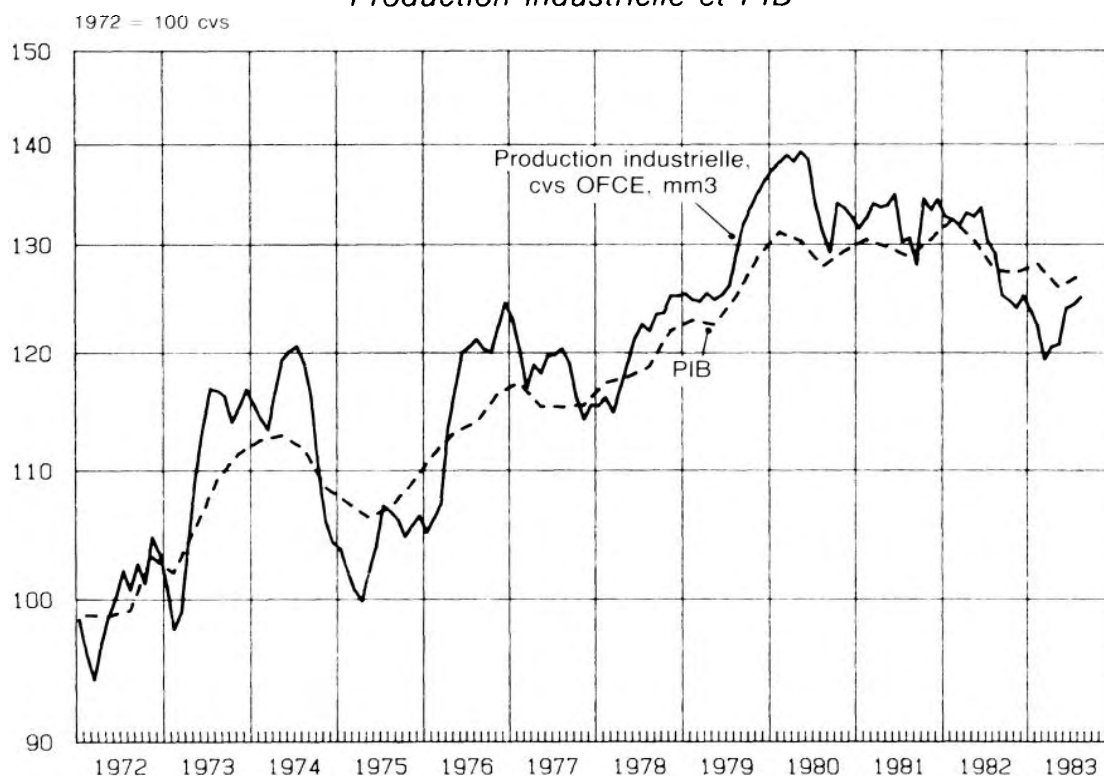
- La réforme de l'IRPEF (IRPP) prévoit des modifications des quotas d'imposition, des abattements, et l'accroissement des transferts de type allocations familiales.

L'investissement en bâtiment a encore enregistré un petit recul qui succède à la forte baisse du semestre précédent. La chute de l'investissement en équipement (- 6,3 %) a de nouveau été brutale car le niveau d'utilisation des capacités productives est bas (- 20 % au début de 1983 relativement au début de 1980), la demande présente est faible et des incertitudes pèsent sur son évolution future, la réduction des marges obère la capacité d'autofinancement des entreprises, et les taux d'intérêt sont élevés.

Les taux d'intérêt ont également joué sur le niveau des stocks. Les données de comptabilité nationale sont imprécises en la matière, mais les enquêtes auprès des chefs d'entreprises incitent à penser qu'un important déstockage s'est poursuivi au premier semestre 1983. Le niveau des stocks est encore jugé trop élevé dans certains secteurs (cf. infra). En effet, le mouvement récent s'inscrit dans une tendance de long terme qu'ont les entreprises à remettre en cause le niveau de leurs stocks de produits finis considéré comme normal. Il a effectivement baissé assez rapidement dans les industries mécaniques, textiles et d'ameublement, plus lentement dans celle de l'habillement. Le processus de rationalisation des stocks a été également fort dans la distribution, si bien qu'une reprise de la demande se répercuterait beaucoup plus vite que précédemment sur la production industrielle (graphique 4).

Graphique 4

*Production industrielle et PIB*



Source : OCDE et ISCO.

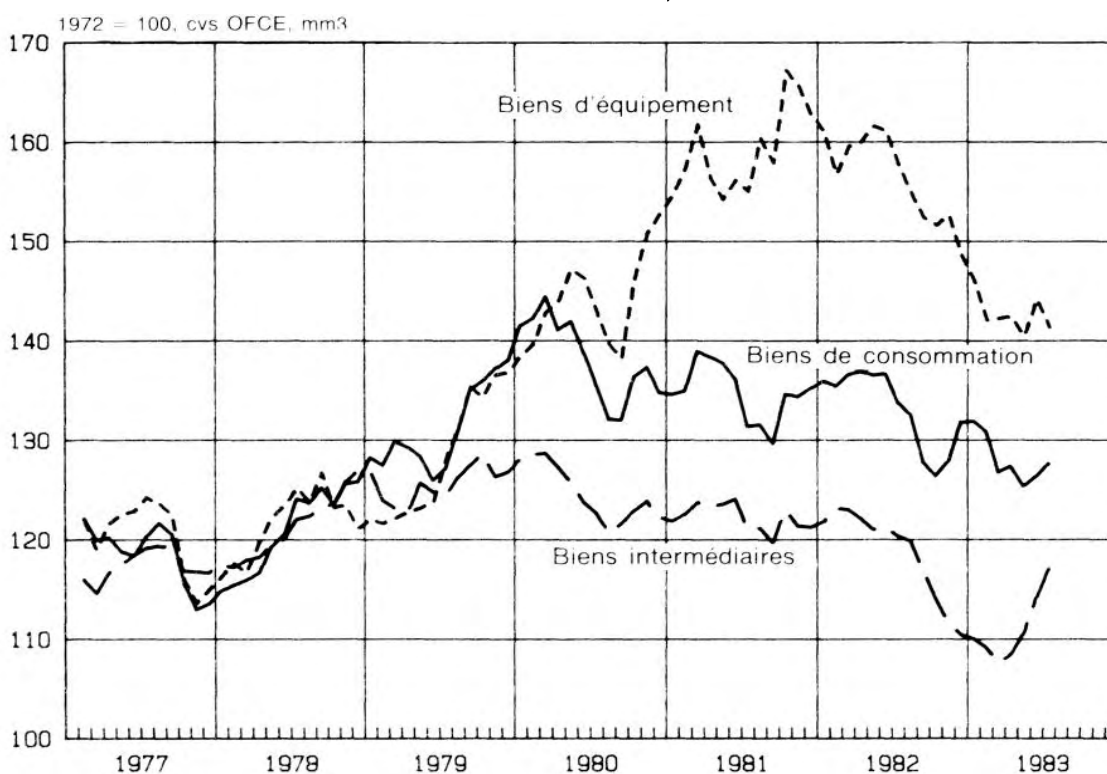
La faiblesse de la demande intérieure et extérieure au premier semestre 1983 se lit également dans la contre-performance de la production industrielle. Après la chute de l'été 1982, la baisse s'est poursuivie jusqu'au début de 1983. En mai, le niveau était inférieur de 9,0 % à ce qu'il était un an aupa-

ravant. Cette évolution semble s'être inversée au printemps, signalant le début d'une phase de rattrapage. Encore que l'évolution de cet indicateur doive être lue avec prudence.

L'étude de la production par types de biens permet d'affiner l'analyse (graphique 5). Sur ces trois dernières années, la récession d'ensemble s'est accompagnée de divergences selon les biens. La baisse a commencé au début de 1980, dans le secteur des biens de consommation. A travers d'amples fluctuations courtes elle s'inscrit sur une tendance modérée (- 10 % en trois ans). Les biens d'équipement, qui avaient poursuivi leur essor jusqu'à la fin de 1981, ont alors amorcé une chute quasi ininterrompue jusqu'en mai 1983 (- 16 %). La production de biens intermédiaires, dont l'évolution dépend des deux catégories précédentes, a commencé par stagner, puis, du printemps 1982 au printemps 1983, a accusé une chute brutale (- 7 %).

*Graphique 5*

*Production industrielle par biens*



Source : OCDE

**La situation s'est améliorée au deuxième semestre 1983**

Les enquêtes auprès des industriels semblent indiquer qu'un certain redressement de la production caractérise le second semestre. Leurs opinions sur la tendance récente de la production indiquent qu'un redressement a bien eu lieu, aux deuxième et troisième trimestres, même si l'ampleur signalée est inférieure à celle de l'indice de la production industrielle. La poursuite de ce mouvement était attendue pour le quatrième trimestre, comme en témoignent les autres éléments.

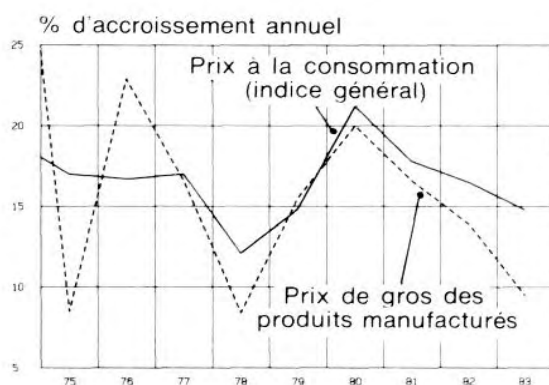
Pour les biens de consommation bien que les stocks de produits finis soient encore considérés comme excessifs, la remontée des commandes intérieures et étrangères laisse attendre un renouveau de la production. Les opinions concernant les biens d'équipement sont contrastées. Les commandes intérieures ont tendance à se détériorer après s'être améliorées, les commandes étrangères se redressent après avoir été très mauvaises. Après une forte chute, les niveaux de stocks sont désormais jugés adéquats. En conséquence, c'est une stabilisation de production qui devrait marquer les derniers mois de 1983. Pour les biens intermédiaires qui bénéficient du redressement intérieur et surtout de l'essor de la demande étrangère, l'amélioration des commandes et des perspectives de production est nette.

La production industrielle aura probablement enregistré une augmentation au dernier trimestre 1983. Cette évolution de l'offre, tirée par celle du commerce extérieur (cf. deuxième partie), reflète également un rattrapage de la demande intérieure.

L'amélioration de la consommation des ménages a été autorisée par le *ralentissement de l'inflation* (graphique 6).

Graphique 6

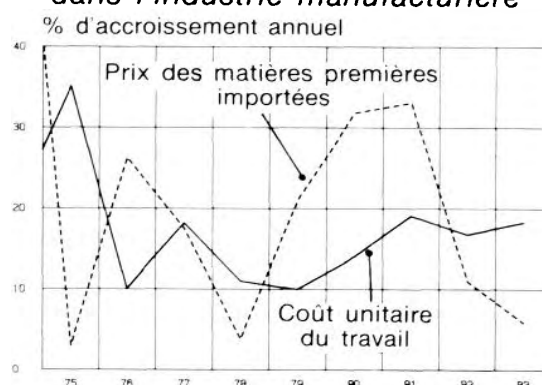
*Prix*



Source : ISTAT et Banque d'Italie pour estimation 1983.

Graphique 7

*Coûts de production dans l'industrie manufacturière*



Source : Banque d'Italie, estimation 1983.

Le mouvement a concerné tout d'abord les prix à la production dont la hausse s'est réduite en rythme annuel de 14 % au deuxième semestre 1982 à 6,5 % au premier semestre 1983. Une légère accélération est survenue par la suite qui a porté ce rythme aux environs de 8 %. Cette performance en l'an 1983 a été permise par la relative modération du coût des matières premières importées, élément qui joue traditionnellement un rôle important dans l'évolution des prix en Italie (\*) (graphique 7).

La croissance des salaires s'est ralentie, mais pas celle du coût du travail (graphique 7). Jusqu'à l'automne, les salaires n'ont été réévalués que pour leur composante « automatique », c'est-à-dire pour compenser la hausse des prix. La révision de l'échelle mobile incluse dans l'accord du 22 janvier, a toutefois abouti à une perte de pouvoir d'achat. Les négociations qui se

(\*) En effet, les attentes des entreprises liées aux dévaluations successives les ont généralement incitées à augmenter leurs prix. Ceci entraîne une hausse des coûts totaux puisque, d'une part les salaires réels sont défendus et d'autre part les matières premières sont plus chères lorsque la dévaluation a lieu. Ainsi, malgré une bonne performance à l'exportation le déficit tend à se creuser et l'inflation à s'accroître.



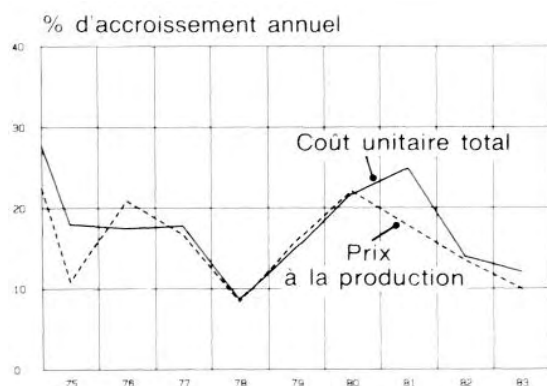
sont déroulées en fin d'année pour des secteurs clés et influents en matière de rémunérations (industries mécaniques privées et publiques, chimiques, alimentaires et textiles) ont porté à 15 % en 1983 l'augmentation du salaire brut par tête. Ce résultat est supérieur de deux points à ce qui était recommandé dans l'accord du 22 janvier 1983, mais inférieur à celui de 1982. L'une des raisons en est l'absence de négociations entreprise par entreprise d'où découlaient généralement des hausses supérieures à celles des contrats collectifs du secteur.

La récession n'a pas encore permis de dégager de gains de productivité en 1983 qui auraient allégé le coût du travail. Par ailleurs, les industriels privés signalent que l'alourdissement des charges sociales décidées en 1982, les nouvelles directives en matière d'indemnisation des départs, ont pesé et pèseront encore sur la dynamique du coût du travail. Cependant, les entreprises ont considérablement comprimé leurs marges pour faire face à la croissance des coûts totaux et rester compétitives. Cela se lit dans l'évolution précitée des prix à la production (graphique 8).

Quant aux tarifs publics, leur augmentation aura été en 1983 proche de 20 % en moyenne sur l'année, l'essentiel de la hausse étant intervenu au premier semestre. Les objectifs fixés en début d'année pour les tarifs publics et pour les prix administrés, dont les loyers, n'ont pas été respectés. L'évolution des prix réglementés, dont le poids dans l'indice total des prix à la consommation est évalué à 25 %, est la principale responsable du dépassement de l'objectif fixé à 13 % pour cet indice (pour 6,0 % de 15,8 % d'augmentation des prix constatée pour les huit premiers mois de l'année). Un tel phénomène est relativement récent car dans les années 70, les prix réglementés n'ont pas tiré vers le haut les prix à la consommation ; ils augmentaient à un rythme plus lent ou identique, récupérant leurs pertes par à-coups (1977, 1979). Depuis le début des années 1980, les tarifs publics et les prix administrés jouent un rôle moteur dans l'inflation : leur rythme de croissance est supérieur à celui de l'indice des prix à la consommation (graphique 9).

Graphique 8

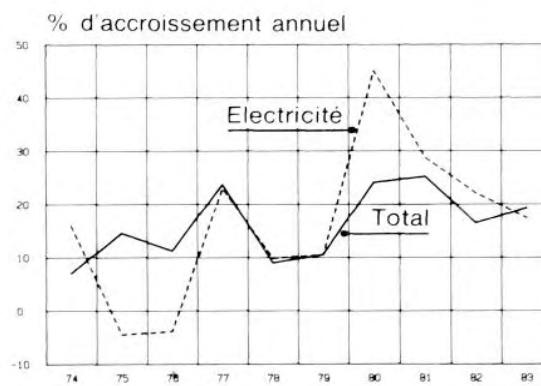
*Coûts et prix  
dans l'industrie manufacturière*



Source : Banque d'Italie estimation 1983

Graphique 9

*Tarifs des services publics*



Source : ISTAT et Banque d'Italie pour l'estimation 1983

Au total, le rythme de croissance des prix à la consommation s'est stabilisé tout au long de l'année 1983 sur une tendance de 13-14 %, soit légèrement plus que l'objectif affiché en début d'année, mais moins que la hausse

constatée en 1982. Cependant le différentiel par rapport aux pays européens reste élevé et l'Italie est encore loin de rejoindre son niveau d'inflation moyen des années précédant le premier choc pétrolier.

Le pouvoir d'achat du salaire brut par tête aura en conséquence stagné en 1983. Le nombre d'emplois s'étant réduit de 1,2 %, la masse salariale réelle a fléchi. Cette évolution défavorable a été en partie contrecarrée par les compensations accordées aux salariés dans les négociations du 22 janvier, qui sont entrées en vigueur dans le courant du second semestre. Elles ont permis de porter le rythme de croissance des transferts en 1983 à 20 %, soit un peu moins qu'en 1982, mais nettement plus que le rythme des prix. En revanche, les impôts directs auront augmenté de 25 %. La pression fiscale apparente s'est alourdie en raison des mesures précitées ; parmi elles, l'amnistie fiscale a essentiellement pesé au premier semestre.

En définitive, le revenu disponible réel aura enregistré au second semestre 1983 une faible croissance, mais qui ne compense pas les pertes précédentes. Son niveau est inférieur de 5 % à celui du début de 1982. L'évolution de la consommation des ménages est parallèle puisque, au-delà des fluctuations de court terme, le taux d'épargne est resté stable.

#### **Investissement et emploi : une liaison changeante**

Globalement, la phase récessive du cycle de l'investissement pourrait toucher à sa fin. 1983 a été marqué par une baisse probablement plus importante que celle de 1982 pour l'investissement total, comme pour sa composante équipement (- 9,4 % après - 8,1 %), celle de l'investissement en bâtiment est plus modérée. Par ailleurs le nombre d'emplois a commencé à baisser à la mi-1980 dans l'industrie hors BTP, et au début de 1982 dans l'ensemble de l'économie. Ces variations récentes peuvent être examinées à la lumière des changements intervenus depuis dix ans dans les relations entre l'investissement et l'emploi. Ce dernier s'est en effet accru entre le premier choc pétrolier et l'année 1980 contrairement à ce qui est advenu dans la plupart des autres pays de l'OCDE.

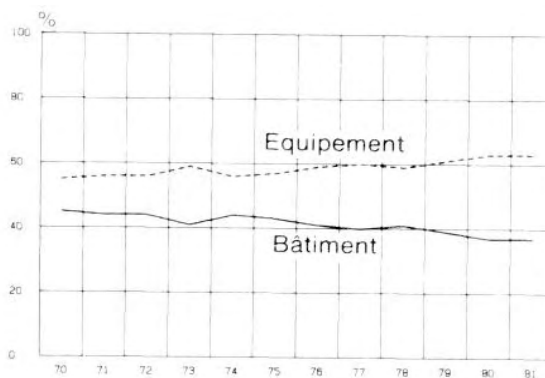
Le premier choc pétrolier a écourté le cycle d'investissement engagé au début de 1973 (graphique 2) qui était de type traditionnel et à fort contenu d'emploi, d'autant que les dévaluations de la lire permettaient de renvoyer à plus tard la rationalisation des processus productifs. La croissance de l'emploi a été alors assurée principalement par les petites et moyennes entreprises, car la rigidité du marché du travail s'est accentuée, limitant les sorties des grandes entreprises et la mobilité à l'intérieur de chacune d'elles. Pour réajuster la main-d'œuvre sans licencier elles n'ont pas remplacé les partants. Ce processus n'a pu être que lent parce qu'il fallait utiliser les équipements réalisés au cours des années 1973-1974 et qu'au surplus, les rapports de force sociaux ne permettaient pas de rééquilibrage brutal.

Peu à peu, l'importance croissante du coût du travail qui amenuisait les profits a révélé la nécessité d'investir dans des processus productifs plus capitalistiques. Dès que les conditions conjoncturelles ont permis la formation de profits et de meilleures perspectives de demande, un cycle d'investissement très soutenu s'est déclenché : + 22 % entre le premier trimestre 1978 et celui de 1981. Il était plus tourné vers la rationalisation des capacités de production par la substitution de capital au travail, que vers l'élargisse-

ment de ces capacités. Si l'on compare la structure des investissements productifs dans l'ensemble de l'économie au début des décennies 70 et 80, on constate qu'en 1970, 55 % d'entre eux étaient consacrés à l'achat de biens d'équipements et de matériel de transport et 45 % à la construction de bâtiments (graphique 10). En 1981 les pourcentages sont de 63 % et 37 % respectivement. Certes, en période de croissance plus lente, le simple renouvellement des investissements se traduit par une baisse relative du bâtiment. Néanmoins, l'ampleur des changements qui apparaît ainsi montre qu'un mouvement de rationalisation est en cours.

Graphique 10

*Structure de l'investissement productif dans l'ensemble de l'économie*



Source ISTAT

Sous cette impulsion, des gains de productivité sont réalisés : de 2,8 % de croissance annuelle pour la productivité horaire du travail (\*) entre 1974 et 1978, on passe à 6,8 % de 1978 à 1980 (rythme comparable à celui de la période précédant le premier choc pétrolier + 5,9 % de 1970 à 1974). En 1981, le rythme se ralentit (2,8 %), mais c'est la première fois que la productivité augmente au cours d'une année de récession. La chute de l'emploi et des heures travaillées est en effet plus ample que celle de la production, ce qui témoigne d'une plus grande flexibilité du marché du travail.

On remarque que les progrès de productivité ont été plus rapides dans les secteurs de production « traditionnelle » (alimentation, textile, habillement, chaussures, meubles en bois...) que dans les secteurs plus avancés (construction des moyens de transport, chimie et dérivés du pétrole, fibres synthétiques...) et la métallurgie (graphique 11 et tableau 1). Cela traduit probablement la nécessité plus pressante pour les premiers de restructurer

Tableau 1

*Productivité horaire dans l'industrie manufacturière*

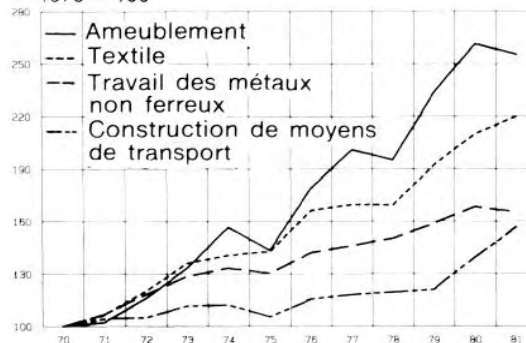
	Secteur « traditionnel »	Secteur « avancé »	Total secteur manufacturier
1970-1974 .....	7,0 %	5,3 %	5,9 %
1974-1978 .....	3,6 %	2,7 %	2,8 %
1978-1980 .....	7,6 %	5,2 %	6,8 %

Indice Nomisma

(\*) Cet indice de productivité horaire du travail est calculé par l'institut d'études économiques NOMISMA.

rapidement des processus productifs, la plupart d'entre eux étant très utilisateurs de main-d'œuvre. Les entreprises de ces secteurs ont donc investi dans des équipements à plus fort contenu technologique. Dans le secteur « avancé » généralement plus utilisateur de capital, l'amélioration de l'efficacité des systèmes n'a pas généré d'amples mouvements de substitution de capital au travail et donc d'achats importants d'équipement.

**Graphique 11**  
Productivité horaire du travail  
1970 = 100



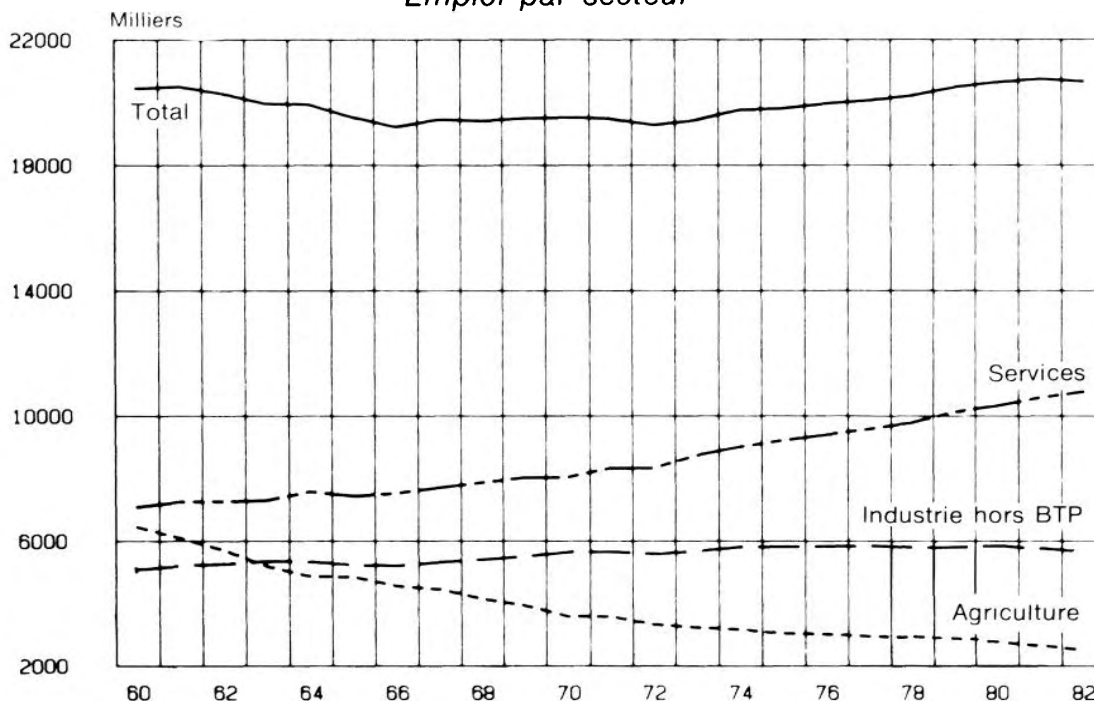
Source : Nomisma.

Si la réaction des entreprises face à la hausse des coûts de production, aussi bien des matières premières que du coût unitaire du travail, a été d'intégrer du capital technologiquement plus avancé, dans les procédés de production, quelles ont été les conséquences sur l'emploi ?

La vague d'investissement des années 1978-1980, associée à l'entrée en phase récessive a eu des effets négatifs sur l'emploi.

Si l'on situe cet élément dans le long terme, on constate que les services ont assuré jusqu'au début des années 80 un rôle régulateur de l'emploi total (graphique 12 et tableau 2).

**Graphique 12**  
Emploi par secteur



Source : ISCO.

Dans les années 70, l'emploi total a augmenté (+ 7 % de 1972 à 1981) : celui du secteur agricole a continué de baisser (- 18,1 %), l'industrie hors BTP a peu embauché (+ 1,4 %), les services marchands (+ 20,3 %) et non

marchands (+ 18,9 %) ont assuré l'essentiel de la croissance de l'emploi. L'ensemble des services représente ainsi 52,1 % de l'effectif total en 1982 contre 34,7 % en 1960. Ce déplacement s'est accompagné d'une salarisation croissante : le taux est passé de 58,3 % en 1960 à 72 % en 1982.

Tableau 2

Part des différents secteurs dans l'emploi total

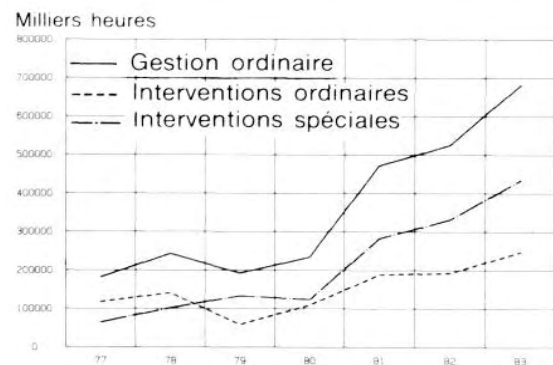
%	1960	1982
Agriculture .....	31,5	12,1
Industrie .....	24,9	27,3
Bâtiment .....	9,0	8,5
Services marchands .....	24,4	35,0
Services non marchands .....	10,3	17,1
Emploi total .....	100	100

Source : ISCO

Si, depuis 1982, l'emploi salarié décroît dans l'ensemble de l'économie, c'est parce que les services et notamment les services non marchands n'ont pas compensé la perte qui, comme en 1981, a affecté les effectifs industriels. On peut y voir une confirmation de la reconversion et de la restructuration en cours de l'appareil industriel, la prolongation de la phase récessive ayant permis de réduire l'excédent de main-d'œuvre. Le déclin de l'emploi est d'autant plus significatif que, par ailleurs, le recours à la Caisse d'Intégration des Gains (\*) a été particulièrement massif depuis 1981 et particulièrement pour les interventions spéciales. Si en 1977, 64 % des heures payées par la Caisse étaient ordinaires, en 1982, c'est à peu près ce même pourcentage qui correspond aux interventions spéciales (graphique 13). Cette situation difficile du marché du travail et la faiblesse attendue en matière d'investissements constituent deux éléments importants pour la compréhension de l'année 1984.

Graphique 13

Caisse d'intégration des gains



Source : INPS

(\*) Voir encadré page suivante.

### La Caisse d'Intégration des Gains

Cette caisse, gérée par l'INPS (Institut national de la prévoyance sociale) permet aux entreprises de lui transférer le paiement d'une partie des heures de travail en cas de difficultés productives temporaires. Ces difficultés peuvent être de deux types :

-- Les heures ordinaires dans le cas où les difficultés de l'entreprise ou la crise du marché sont transitoires.

— Les interventions spéciales dans le cas où une véritable crise de secteur oblige les entreprises à se restructurer ou à se reconverter.

On peut estimer à 350 000 le nombre de chômeurs dissimulés par cette possibilité qu'il faut donc rajouter aux 2 800 000 chômeurs inscrits. Le recours à la CIG a été particulièrement important en 1981, plus que doublant le nombre d'heures transférées. En 1982, la situation s'est aggravée (+ 11,4 %) et pour les sept premiers mois de 1983 l'augmentation est particulièrement forte (+ 30,8 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente).

### La reprise attendue pour 1984 sera limitée

La croissance de 1,5 % du PIB que nous prévoyons en moyenne pour 1984 permettrait le rattrapage en fin d'année du niveau moyen de 1982. C'est encore une fois la demande intérieure, et surtout la consommation des ménages, qui seront l'élément moteur de la reprise (tableau 3). Leur évolution sera toutefois fortement dépendante de la politique économique et plus

Tableau 3

#### Contributions à la croissance du PIB

	1983	1984
Consommation privée .....	- 0,8	1,0
Consommation publique .....	0,2	0,1
Investissement total .....	- 0,9	0,1
Commerce extérieur .....	0,8	0
Variation de stocks .....	- 0,8	0,4
Total PIB .....	- 1,5	1,6

Les contributions à la croissance du PIB de l'année  $t$  sont calculées pour chaque composante en rapportant la différence de niveau ( $t - t-1$ ) au PIB de l'année  $t-1$ . On peut estimer ainsi la part de chaque composante dans la variation totale du PIB.

spécialement de la politique budgétaire sur laquelle pèsent encore de grandes incertitudes. Malgré une croissance assez forte des volumes exportés, le commerce extérieur ne jouera pas un rôle dynamique car les importations risquent de se redresser rapidement. On examinera donc les problèmes auxquels est confrontée une économie largement ouverte sur l'extérieur.

### Les contraintes du déficit budgétaire...

Les autorités prévoient au début de 1983 un déficit budgétaire de 72 000 milliards de liras, soit 13 % du PIB ; il semble plutôt qu'il aura atteint 92 000 milliards. Relativement au déficit tendanciel (\*), l'économie réalisée aura été de 10 000 et non de 30 000 milliards. L'effet de ce budget, comme cela a été mentionné précédemment, a été plus restrictif au premier semestre qu'au second.

#### Objectifs initiaux et réalisations du budget 1983 :

Trois idées ont guidé la politique budgétaire en 1983 : accroître les recettes du compte courant, diminuer les dépenses du compte du capital et freiner durablement les dépenses courantes. Les deux premiers objectifs auront été atteints, l'échec est manifeste pour le troisième (tableau 4). Plusieurs

Tableau 4

1983. Besoin de financement du secteur public  
(Etat, collectivités locales, sécurité sociale)

Milliards de liras

	Recettes courantes		Dépenses courantes B	Déficit courant A - B	Dépenses en compte de capital C	Besoin de financement A - B + C
		dont impôts A				
1. Prévisions tendanciennes ..	181 687	133 910	230 885	49 198	53 788	102 986
2. Mesures correctives ....	+ 12 000	+ 12 000	- 15 100	- 27 100	- 3 500	- 30 600
3. Prévisions normatives .... 3 = 1 - 2	193 687	145 910	215 785	22 098	50 288	72 386
4. Première estimation (*) ..	195 181	146 205	242 158	46 977	45 023	92 000
5. Mesure du succès 5 = 4 - 3	1 494	295	26 373	24 879	- 5 265	19 614

(\*) Résultats tels qu'ils apparaissent à l'automne

Source : Lois de finances et CER n° 5 (1983)

(\*) Dans le Rapport de Prévision présenté par le gouvernement à l'automne dernier, un déficit tendanciel est comparé au déficit qui est prévu en fonction des nouvelles mesures budgétaires proposées. Le déficit tendanciel est calculé en faisant l'hypothèse que les nouvelles mesures de la loi de finances ne sont pas adoptées et que seules jouent celles qui sont déjà en vigueur. Dans ce scénario, où il n'y a pas d'interventions particulières de politique économique, le PIB croît en 1984 de 1,5 % et les prix au rythme de 15,8 % et le déficit extérieur s'élargit.

éléments se sont combinés pour empêcher la réduction souhaitée des dépenses.

— La progression des rémunérations devait être limitée à 13 % pour les fonctionnaires comme pour les autres salariés. Mais la hausse a atteint 15,2 % essentiellement en raison de changements d'échelons dus à l'ancienneté et accessoirement du fait de l'indexation sur les prix.

— La volonté de transférer au niveau local une plus grande responsabilité sur les recettes couvrant les dépenses engagées devait se concrétiser par une modification du système de subventions de l'Etat aux collectivités locales. A nouveau en 1983 des résistances ont joué pour limiter la réalisation de cet objectif.

— L'apport de l'Etat aux régimes de prestations sociales (santé et retraites principalement) devait être limité. Or, les mécanismes qui déterminent ces dépenses n'ont pas été substantiellement modifiés ; les plafonds fixés en début d'année avaient donc peu de chance d'être respectés.

— De façon générale, les recettes ont bien été augmentées comme prévu, mais la réduction des dépenses a été plus difficile. Et cela d'autant que la récession a provoqué un accroissement de ces dernières. D'une part, outre les mesures décidées lors de l'accord du 22 janvier, les dépenses sociales se sont accrues : recours massif à la Caisse d'Intégration des Gains (encadré p. 52), prestations versées aux familles en fonction de leurs revenus, mises à la retraite anticipée, indemnités de chômage. D'autre part, le fonds de dotation aux entreprises publiques a été augmenté.

— Le service de la dette a été plus lourd qu'il n'était prévu en début d'année, les Bons du Trésor à trois mois ayant dû être assortis de taux d'intérêt supérieurs aux prévisions. Il atteint 19 % des dépenses totales en 1983.

Au total le besoin de financement du secteur public dépasse donc les objectifs formulés en début d'année (tableau 4). Notons que l'une des difficultés auxquelles se heurte la politique italienne est de concilier l'objectif de réduction du déficit avec celui du ralentissement de l'inflation ; la marge de manœuvre est étroite en matière de tarification publique.

Les moyens utilisés pour couvrir ce besoin de financement ont présenté deux caractéristiques majeures. D'une part le terme de la dette est allongé : la couverture a été assurée à 85 % par des financements à moyen et long termes pour le premier semestre 1983. D'autre part, à l'intérieur du financement à court terme, la proportion de BOT (bons du Trésor à trois mois) augmente relativement à celle de la création monétaire (graphique 14).

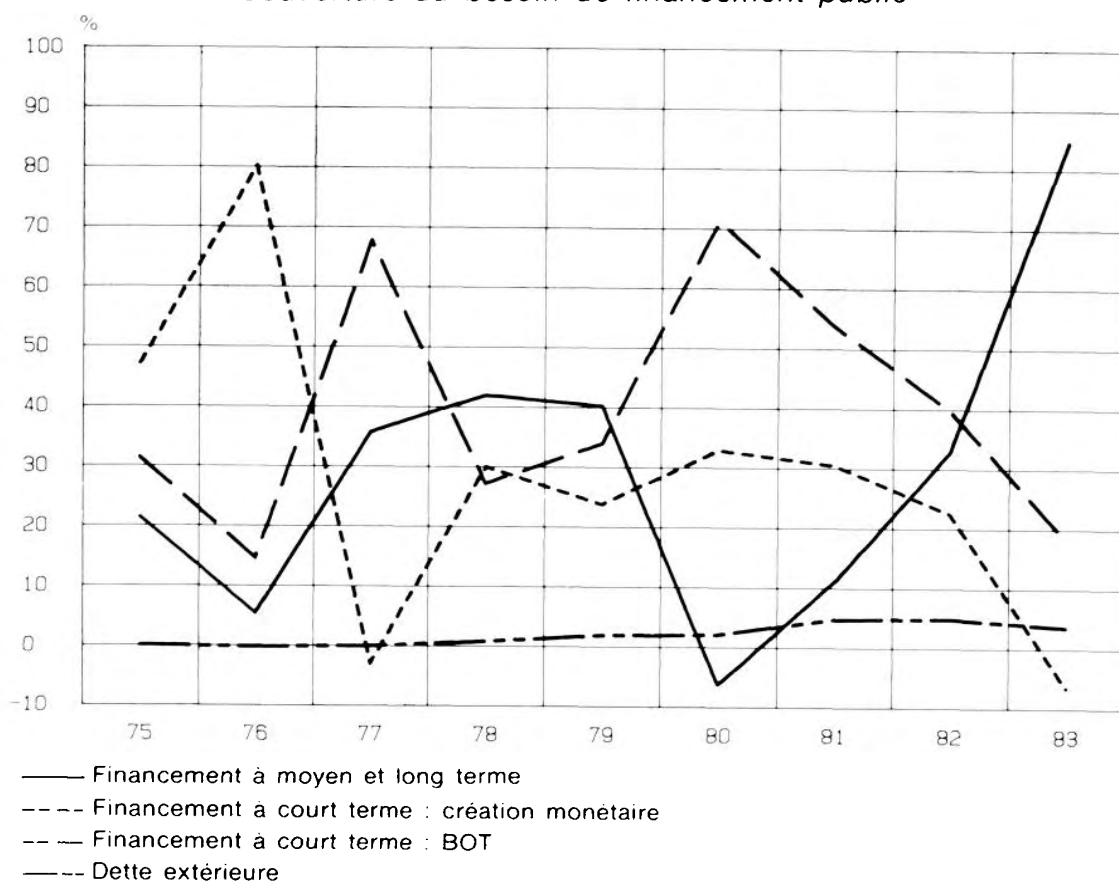
*Diminuer le déficit tendanciel de 46 600 milliards de lires : un objectif réalisable ?*

Alors que le montant du besoin de financement de 1983 n'est pas encore connu avec exactitude, c'est un objectif en terme de niveau qui est fixé pour 1984 : le maintien aux 90 000 milliards actuellement estimés pour l'an passé. Pour atteindre cet objectif, de nouvelles mesures correctives sont envisagées qui représentent 46 600 milliards d'économies par rapport au déficit



Graphique 14

## Couverture du besoin de financement public



L'année 1983 est estimée à partir des données disponibles pour les six premiers mois de l'année.

Source : Banque d'Italie.

tendanciel (tableau 5). En fait ces mesures ne semblent pas obéir à une logique de politique économique clairement définie. Pour atteindre des objectifs de croissance, de ralentissement de l'inflation, de résorption du chômage et d'assainissement des finances publiques, il faudrait, selon le Rapport de Prévision présenté au Parlement, une politique budgétaire qui soutienne l'activité par des investissements publics et qui agisse non seulement sur les dépenses et sur les recettes mais qui puisse bénéficier de l'apport d'une politique des revenus efficace. Ce dernier point est loin d'être acquis, d'autant que les accords du 22 janvier 1983 sont actuellement remis en cause (encadré p. 43). Les principales mesures correctives sont les suivantes :

— Côté recettes, les majorations envisagées seraient à 70 % temporaires (elles ne concerneraient que le budget de 1984). Il s'agit principalement de la reconduction de mesures exceptionnelles prises en 1982 et renouvelées en 1983. La logique de l'amnistie fiscale, qui avait concerné en 1983 les impôts sur le revenu, sera en 1984 appliquée aux propriétaires d'habitation non déclarés. Comme la précédente, cette procédure est typiquement « una tantum », c'est-à-dire que son effet s'estompe rapidement. Par ailleurs, le

Tableau 5

## Mesures visant à réduire le déficit budgétaire tendanciel de 1984

<b>Majoration des entrées</b>		
1. Report de mesures de 1983		2 450
— vignette	450	
— ILOR (impôt sur habitation)	700	
— retenue d'acompte sur provision	500	
— imposition des intérêts (20 à 21,6 %)	800	
	<hr/>	
2. Nouvelles mesures		11 800
— nouvelle imposition des intérêts (25 %) et versement d'acompte	2 550	
— majoration de l'IRPEG (impôt sur sociétés)	2 050	
— augmentation des contributions des travailleurs indépendants	450	
— remise pour fraude fiscale (habitation)	6 750	
	<hr/>	
3. Mesures non définies		1 500
— nouveaux impôts		
4. Réserve ILOR (sans effet sur déficit)		5 450
<b>TOTAL ENTRÉES</b>		<b>21 200</b>
<b>Diminution des dépenses</b>		
5. Nouvelles mesures		7 400
— santé (personnel, achat de biens et services + prestations pharmaceutiques)	5 000	
— prestations sociales	2 100	
- allocations familiales	1 400	
- invalidité	300	
- retraite	400	
— défense	300	
6. Mesures non définies		4 100
— diminution des dépenses courantes	2 100	
— diminution des dépenses d'investissements	2 000	
7. Réduction endogène de la dépense		6 000
— intérêts passifs		
<b>TOTAL DÉPENSES</b>		<b>17 500</b>
8. Décret renouvelé		2 900
9. Hypothèse de couverture « una tantum » entrée de fonds en trésorerie		5 000
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1 à 9)</b>		<b>46 600</b>

taux de certains impôts est définitivement relevé. Enfin 7 % des recettes additionnelles restent à trouver.

— Côté dépenses, près de la moitié des économies provoquées par les mesures correctives correspondrait à des modifications définitives ; elles concernent la santé, les prestations sociales, les recettes et la défense. Un quart proviendrait de mesures restant à définir et un tiers est directement dépendant de l'atteinte des objectifs en matière de taux d'intérêt, c'est-à-dire, en dernière instance, d'inflation.

En définitive, il semble que les 46 600 milliards d'économies proposés soient difficilement réalisables en l'état actuel du projet. On peut estimer entre 13 000 et 15 000 la réduction réelle de besoin de financement que l'on peut attendre de ces propositions. Cela ajoute à l'incertitude sur la politique des revenus.

**... vont déterminer le dynamisme de la demande intérieure...**

*La consommation des ménages continuera à se redresser au cours de l'année 1984, mais de manière modérée sous l'effet de divers éléments.*

— La rationalisation en cours de l'appareil productif se traduira par une nouvelle perte d'emplois dans le secteur privé (au moins 1 % dans l'industrie) malgré une légère augmentation possible des effectifs publics, l'emploi salarié total pourrait baisser en moyenne de 0,3 %, l'essentiel de ce mouvement intervenant au premier semestre.

— La remise en cause de certains points de l'accord du 22 janvier, la détermination du patronat et la division des syndicats pourrait, en l'absence de définition d'une politique des revenus et compte tenu des négociations salariales de l'automne, porter la hausse des salaires nominaux par tête aux environs de 13 %. Les prix à la consommation s'accroîtront sans doute de 12,5 %, une certaine accélération se marquant au second semestre avec la hausse des tarifs publics (le chiffre de 10 % retenu dans les prévisions officielles semble peu réaliste). Au total, le pouvoir d'achat de la masse salariale s'accroîtra moins que celui du salaire individuel et un peu plus rapidement au second semestre qu'au premier. Par ailleurs, les mesures budgétaires (accroissement de certains transferts, mais alourdissement de l'imposition) auront en moyenne annuelle une incidence négligeable sur le revenu disponible.

— La politique monétaire tendra vraisemblablement à faire subir au taux d'intérêt la baisse du rythme de l'inflation. Le maintien des taux d'intérêt réels favorisera une stabilisation de la propension à épargner. En conséquence, la consommation des ménages enregistrera une croissance de 1,5 % en 1984 qui lui fera retrouver son niveau de 1982.

*Les investissements amorceront une phase de reprise dans la mesure où les profits s'amélioreront et où les taux d'intérêt le permettront.*

Depuis la mi-1982, les profits se sont dégradés dans l'industrie, aussi bien en niveau qu'en pourcentage de la valeur ajoutée. Cela traduit la compression des marges que les entreprises ont effectuée pour pouvoir

contrebalancer l'augmentation du coût unitaire du travail et assurer la compétitivité (graphique 15).

Les perspectives en matière d'emploi et de production permettent d'attendre des gains de productivité, ce qui se traduirait par une certaine reconstitution des profits. Les informations disponibles sur les secteurs et les entreprises semblent confirmer l'importance de la rationalisation des systèmes productifs alors que l'économie est, depuis trois ans, en présence d'une demande faible, de chutes de production importantes et d'une faible utilisation des capacités productives. En effet, le résultat brut d'exploitation de l'ensemble de l'industrie nette des secteurs structurellement en crise (sidérurgie...) se maintient pendant les années 1970 et s'améliore au cours des deux années récessives 1981 et 1982 (\*).

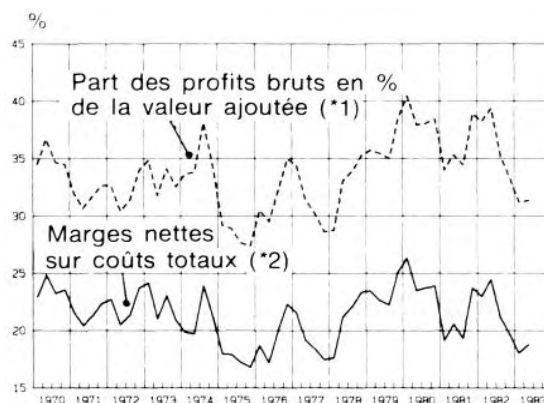
Deux hypothèses sont envisagées par les économistes italiens. Pour les uns, le processus de rationalisation témoigne d'une spécialisation du tissu industriel susceptible de fonder la croissance des années à venir. Pour les autres, la dégradation issue des secteurs en difficulté et l'absence de politique industrielle efficace porte l'économie vers la désindustrialisation. Il semble difficile de trancher au vu d'une réalité intermédiaire entre ces extrêmes ; la situation ne paraît pas mauvaise à court terme, mais les développements à plus long terme sont incertains. Du reste, la reprise des investissements en 1984 semble devoir être faible.

Enfin, les taux d'intérêt réels resteront élevés en 1984 (graphique 16). Cette orientation encore restrictive s'explique par l'ampleur du déficit budgétaire. Si l'on regarde l'évolution du crédit intérieur total, on remarque que sur les 123 500 milliards de lires accordés pour 1983, 69 % étaient réservés au financement du déficit public de sorte que 31 % restaient à la disposition du privé.

Les crédits accordés à l'Etat ont été dépassés, mais non ceux alloués au secteur privé. Pour 1984, le montant du crédit total ne devrait pas dépasser

**Graphique 15**

*Profits dans l'industrie*



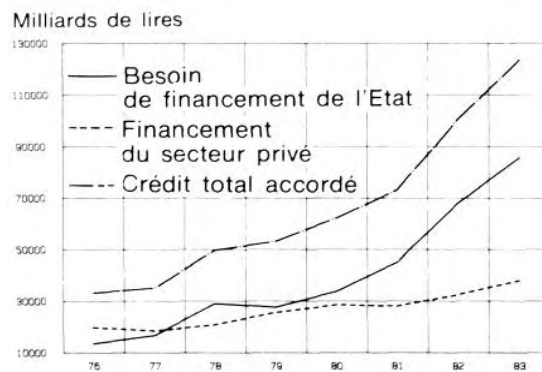
(\*1) Les profits correspondent au résultat brut d'exploitation. Ils comprennent les amortissements, les charges financières, les revenus du travail indépendant, les impôts directs à la charge des entreprises et la valeur des stocks de produits finis à prix courants. Ils sont rapportés à la valeur ajoutée au coût des facteurs.

(\*2) Le résultat brut d'exploitation est rapporté au coût du travail et des autres facteurs de production. Il est net des transactions intra-sectorielles.

Source : Banque d'Italie.

**Graphique 16**

*Crédit total intérieur*



Source : Banque d'Italie.

(\*) Etude de la Balance Commerciale Italiana, novembre 1983.

124 000 milliards de liras, de sorte que le recours à l'emprunt sera difficile pour les entreprises.

Par ailleurs, le niveau des taux d'intérêt combinés à la modération des perspectives de demande finale limitera sans doute le mouvement de restockage dont le rôle dynamique sera plus modéré qu'habituellement en cette phase du cycle.

### **... tandis que continuera à peser la contrainte extérieure**

Après une mauvaise performance en 1982, les exportations en volume de produits manufacturés ont suivi la demande étrangère en 1983 et pourraient aller un peu au-delà en 1984. L'industrie italienne pourrait regagner quelques parts de marché grâce à l'évolution des prix autorisés par les gains de productivité. Toutefois, les importations de produits manufacturés en volume risquent de s'accroître plus que les exportations, un rattrapage succédant aux baisses des trois années précédentes. L'évolution des prix relatifs permettrait de stabiliser en 1984 l'excédent en produits manufacturés au niveau atteint en 1983 (28 000 milliards de liras). Le déficit énergétique devrait également se situer en 1984 à un niveau proche de celui de 1983, soit 25 000 milliards de liras. La tendance à la stabilisation de ce solde depuis 1981 correspond à une chute des volumes importés de plus de 20 %, conséquence de la récession, mais aussi résultat des efforts récents d'économie d'énergie. L'ampleur du déficit des produits non énergétiques et non manufacturés est largement attribuable au déficit alimentaire, qui a tendance à s'élargir en raison des besoins croissants de productions agricoles non assurées par le pays (viandes, produits laitiers...).

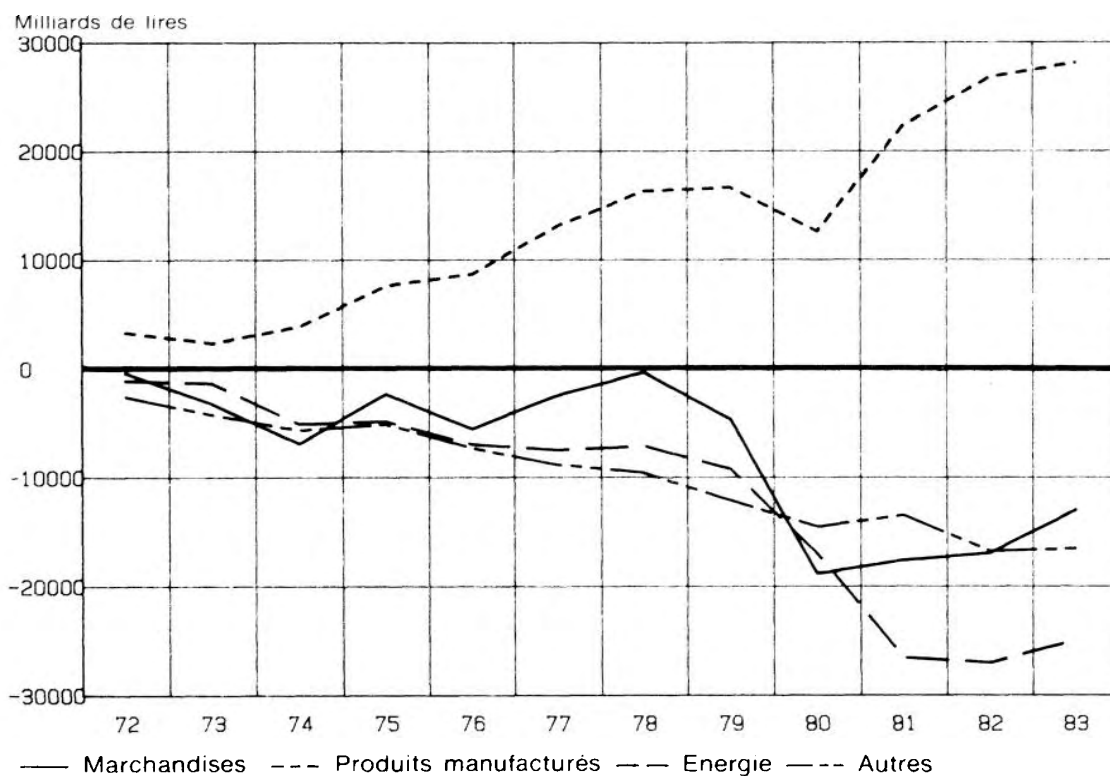
En définitive, le déficit commercial pourrait être légèrement supérieur à celui de 1983 sans pour autant constituer une dégradation notable (graphique 17). La bonne performance en matière d'invisibles réalisés en 1983 grâce aux recettes touristiques pourrait se renouveler en 1984. Le déficit de la balance courante resterait alors proche de 2 à 3 milliards de dollars.

Un retour en arrière dans le temps est ici utile pour apprécier les dépendances réciproques entre structures productives et *structure du commerce extérieur* afin de mieux éclairer l'avenir. Dans les années 60, pour une croissance réelle du PNB donnée, l'Italie arrivait à exporter plus et à importer moins que ses partenaires européens. Aujourd'hui, la situation s'est inversée. On peut alors se demander, en liaison avec les remarques faites sur les possibilités d'investissement, si l'Italie n'a pas détérioré la position de son industrie par rapport au marché international. En effet, l'augmentation de la propension à importer pourrait correspondre soit à une baisse de la compétitivité italienne et à sa désindustrialisation, soit à un phénomène de spécialisation.

L'excédent croissant des produits manufacturés pourrait être à cet égard un phénomène rassurant. Les exportations qui représentent 85 % des exportations de marchandises totales ont progressé en volume de 72 % entre 1972 et 1983. Cette performance est supérieure à celle de la France et de la RFA (65 %), des Etats-Unis (50 %) et surtout du Royaume-Uni (25 %). L'essentiel de l'avance a été acquis durant les années 70, l'Italie maintenant,

## Graphique 17

## Solde extérieur



Source : Données ISCO et OFCE.

depuis le début des années 80 ses parts sur les marchés extérieurs, au-delà des fluctuations de court terme.

L'étude par type de produits exportés tels qu'ils sont présentés dans le tableau 6 met en évidence le modèle de spécialisation de l'Italie : exportations de produits dits mûrs ou traditionnels qui ont un faible contenu technologique et font l'objet d'une concurrence intense sur les marchés mondiaux.

Par contre la structure des importations italiennes met en avant une dépendance plus faible que les autres pays industrialisés vis-à-vis des biens de type traditionnel. La dépendance est plus accentuée pour les produits plus avancés technologiquement : ceux du Groupe II (automobiles et machines spécialisées) mais surtout ceux du Groupe I (chimie organique, matières plastiques et télécommunications).

On remarque également la baisse de la propension à exporter des produits tels que les dérivés du pétrole. Cette évolution et un certain nombre de travaux menés sur ces questions, laissent supposer que l'industrie se détourne peu à peu de la production de produits primaires pour se concentrer sur des segments plus avancés. La conséquence est l'accroissement des importations de produits manufacturés intermédiaires au détriment de celles de matières premières.

Afin de pouvoir tirer des conclusions relatives à ces modifications d'ordre technologique, il convient de les compléter par une analyse géographique des exportations.

Tableau 6

*Composition des exportations de produits manufacturés  
(selon le contenu technologique et de degré d'innovation)*

	Italie	Ensemble pays industrialisés
Produits du Groupe I		
1970-1972 .....	11,5	18,7
1978-1980 .....	10,6	21,3
Produits du Groupe II		
1970-1972 .....	49,1	50,3
1978-1980 .....	45,0	50,3
Produits du Groupe III		
1970-1972 .....	30,4	31,0
1978-1980 .....	44,4	28,4

Sources : Banque d'Italie sur données OCDE

Etude de la Banque d'Italie :

- Produits du Groupe I :  
produits à « contenu technologique et d'innovation élevé » (ex. instruments professionnels, fibres synthétiques, chimie organique, électronique...).
- Produits du Groupe II :  
produits à « contenu technologique et d'innovation intermédiaire » (ex. chimie non organique, machines pour industries spécialisées, moyens de transports, appareils électroménagers, appareils électriques...).
- Produits du Groupe III :  
produits « standardisés » (ex. métallurgie, textiles, habillement, ameublement, papier...).

Au cours de la décennie 70, l'Italie s'est assez rapidement portée sur les zones OPEP (4,4 % des exportations en 1970, 14 % en 1982) et PVD. En effet, les biens qu'elle produit ont un contenu technologique correspondant aux besoins de ces pays pour les secteurs de la mécanique, des machines industrielles et de la sidérurgie notamment. En termes de compétitivité, l'Italie semble avoir une position de force sur les marchés du Tiers-Monde pour les productions à contenu technologique intermédiaire et sur les marchés des pays industrialisés pour des productions traditionnelles de qualité.

En définitive, cette situation comporte un certain nombre de *risques à terme*.

— La concurrence des nouveaux pays industrialisés a été jusqu'à présent bien surmontée sur les marchés des pays industrialisés, notamment dans les biens de consommation, mais la menace reste entière.

— De plus, l'Italie est bien spécialisée dans des productions pour lesquelles la croissance de la demande mondiale est lente et risque d'être médiocre dans les années à venir. En effet, la vulnérabilité est grande sur les marchés OPEP ou PVD dont la capacité d'absorption peut s'abaisser rapidement pour des raisons d'endettement ou de rééquilibrage des comptes extérieurs.

— Certes, le déplacement de l'industrie italienne vers des processus de production qui incorporent plus de produits intermédiaires importés, ainsi que la bonne tenue des produits traditionnels, signalent sans doute un abaissement des coûts de production et une meilleure efficacité. Ceci peut conduire à rejeter l'hypothèse précédemment évoquée d'une désindustrialisation prononcée. Néanmoins, l'incapacité de résorber le déficit sur les produits techniquement avancés souligne le risque global d'une trop grande dépendance technologique. Cela conforte l'idée d'une rationalisation limitée des processus productifs.

La forte dépendance à l'importation et le type de produits importés placent actuellement l'Italie dans une position délicate : elle est contrainte, pour réduire le déficit extérieur, d'augmenter ses exportations. Celles-ci sont alors dépendantes du dynamisme de la demande mondiale. Le problème de l'équilibre durable des échanges extérieurs ne pourra être convenablement résolu tant que l'Italie ne se sera pas rendu capable de mieux satisfaire elle-même ses propres besoins, notamment en produits de haute technologie.

## Conclusion

L'Italie commencera sans doute à récupérer en 1984 la perte de croissance subie ces dernières années. Le rythme de l'activité restera modéré et soutenu essentiellement par la demande inférieure : la consommation des ménages croîtra lentement et la phase de redémarrage du cycle d'investissement sera engagée. Mais l'investissement sera limité par la faiblesse de la demande intérieure et extérieure et ne s'effectuera que pour améliorer l'efficacité à court terme de la base productive.

Trois années de récession n'ont permis de réaliser que quelques-unes des conditions de l'assainissement. Le déficit budgétaire s'agrandit et l'insuccès de nombreuses tentatives faites pour maîtriser l'alourdissement des dépenses montre combien cela est difficile. L'inflation s'est ralentie sans conteste mais le différentiel avec les autres pays européens est encore excessif.

Certaines entreprises et même des secteurs entiers se trouvent probablement en bonne santé, mais l'ensemble du tissu industriel est affaibli. Les comptes avec l'extérieur se sont améliorés. Les performances réalisées par l'Italie au cours des années récentes ont permis d'éviter les risques inhérents au modèle de spécialisation propre à ce pays. Mais tout affaiblissement de la structure productive compromettrait gravement à long terme l'équilibre du commerce extérieur.



## Sources statistiques

Banque d'Italie : Bollettino et Supplemento al Bollettino.

Centro Studi Confindustria : Indicatori della situazione economica nazionale.

ISCO, Congiuntura italiana Rassegna mensile et Quaderni analitici.

ISTAT :

— Annuario di Contabilità nazionale vol XI Edizione 1982.

— Bollettino mensile di statistica.

— Conti economici trimestrali anni 1970-1982, Supplément au bollettino mensile di statistica anno 1983 n° 12.

OCDE, Principaux indicateurs économiques.

## Références bibliographiques

Banca Commerciale Italiana, Ufficio Studi :

— Tendenze reali, novembre 1983.

— Tendenze monetarie, november 1983.

Banque d'Italie, Bollettino economico, octobre 1983, n° 1, anno 1.

Centro Europa Ricerche (CER), Rapporto n° 5, 1983, I prossimi due anni : tendenze e obiettivi.

ISCO :

— Rapporto Semestrale (juillet 1983).

— Congiuntura italiana Rassegna mensile (octobre et novembre 1983).

IRS, Rapporto d'autunno 1983 (2 novembre 1983).

NOMISMA, La produttività nell' industria italiana Rapporto Semestrale, n° 10, mars 1983.

OCDE, Etudes économiques. Italie.

Prometeia Rapporto di previsione, décembre 1983.

BODO G., VISCO I., « Costi e profitti nel settore industriale : aggiornamenti e revisioni metodologiche », Supplemento al Bollettino, 14 février 1983, n° 7. Banque d'Italie.

CONTI V., COSSUTA D., SILVANI M. : « La penetrazione delle importazioni in Italia : un caso di deindustrializzazione o di specializzazione », 1982.

CALABRESI S., CIPOLLETTA I. : « Sostituzione degli inputs e specializzazione internazionale delle industrie italiane », Rapporto CER, 1982, n° 3.

MAROTTA G., PIERUCCI C.M., VALCAMONICI R., « Indicatori trimestrali sui consumi e sugli investimenti di contabilità nazionale », Supplemento al Bollettino, 13 avril 1983, n° 16. (Banque d'Italie).

MOMIGLIANO F., « Problemi di analisi delle determinanti ed effetti delle innovazioni nei paesi industriali e in Italia », Milan, 2-3 décembre 1983.

ONIDA F., « Innovazione e competitività : l'Italia nei mercati internazionali », 2-3 décembre 1983.

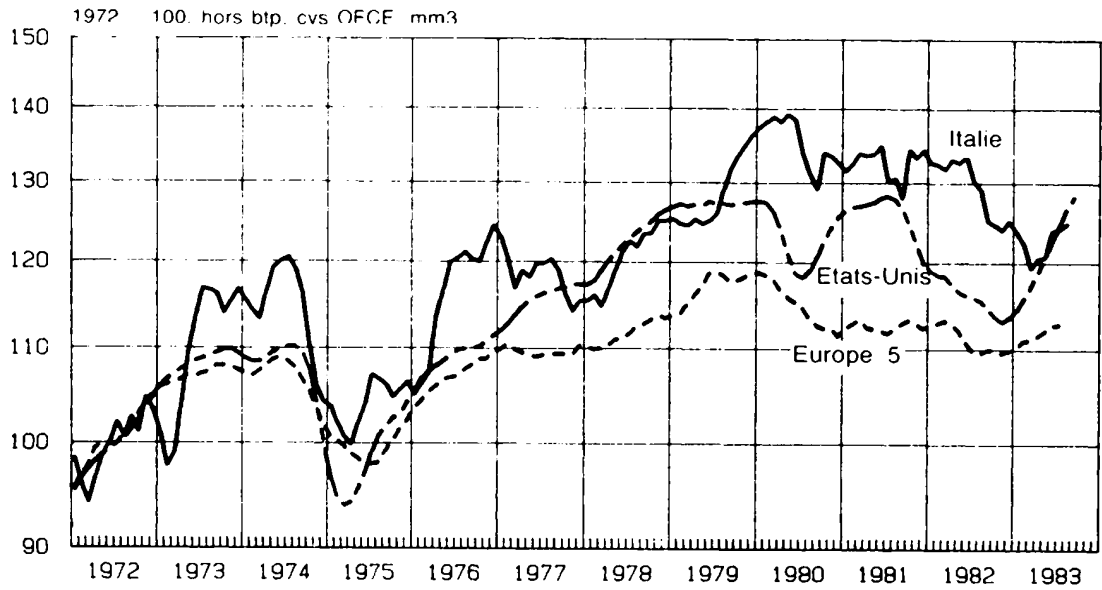
PIRELLI F., « I mutamenti della struttura degli scambi mondiali e la posizione italiana », Contributi alla ricerca economica, Temi di discussione, mars 1983 (Banque d'Italie).

## Prévisions quantitatives

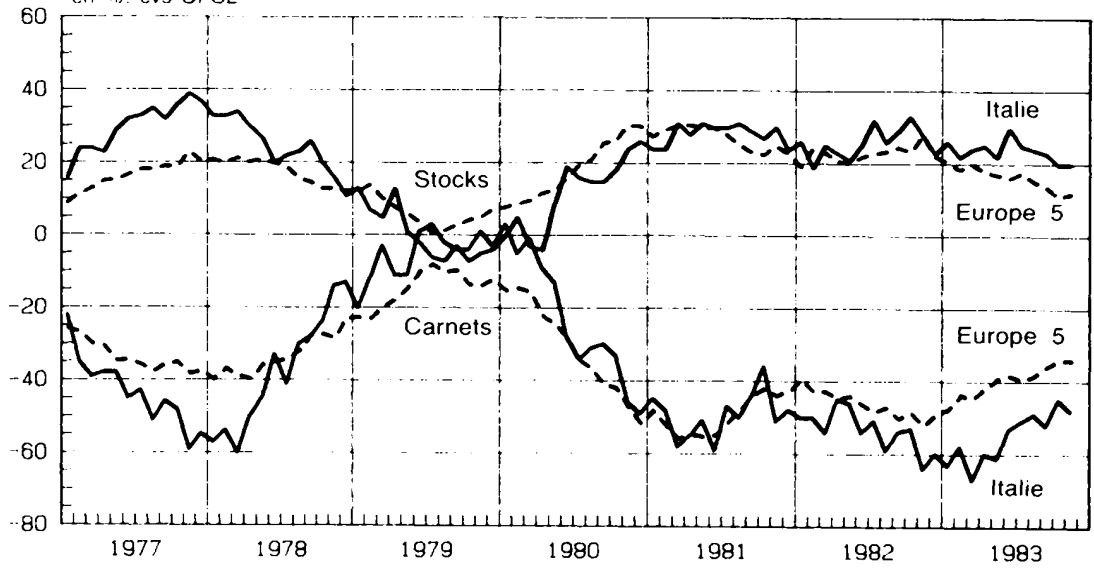
ITALIE Equilibre des biens et services en volume aux prix de 1970	Niveaux	Variations par rapport à la période précédente, cvs						
	1982 milliards de lres 1970	Années			Semestres			
		1982	1983	1984	1983		1984	
					S <sub>1</sub>	S <sub>2</sub>	S <sub>1</sub>	S <sub>2</sub>
PIB .....	21 345	- 0.3	- 1.5	1.6	0.5	1.1	0.3	1.3
Importations .....	4 504	2.1	- 1.5	4.7	2.4	3.9	2.0	1.5
Ressources .....	25 849	0.1	1.5	2.1	0.8	1.0	1.2	1.0
Consommation ménages .	13 710	0.3	- 1.3	1.5	1.7	1.8	1.3	0.3
Consommation publique .	3 178	1.8	1.4	0.9	3.4	5.4	2.3	3.0
FBCF .....	3 583	- 5.3	5.5	0.8	3.1	0	0	1.6
dont : Bâtiment .....	1 909	- 2.7	- 2.1	0.1	0.4	0.1	- 0.7	1.4
Equipement .....	1 674	8.1	- 9.4	1.8	6.3	0.2	1.0	1.7
Exportations .....	5 207	1.2	1.9	3.7	4.9	1.2	1.5	2.9
Emplois hors stocks .....	25 678	0.6	- 0.8	1.2	0.6	0.2	0.6	1.3
Δ des stocks .....		172	13	100	125	150	100	100
(milliards de lres 1970)								
Prix consommation .....	16.3	16.3	15.0	12.6	7.5	5.7	6.2	6.2

Diagrammes

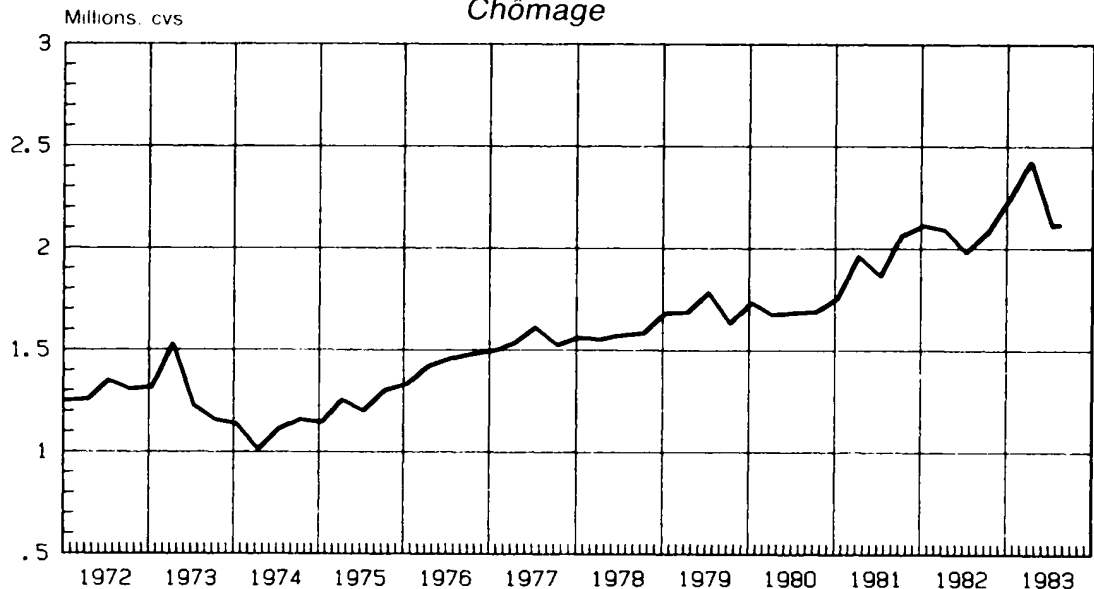
Production industrielle



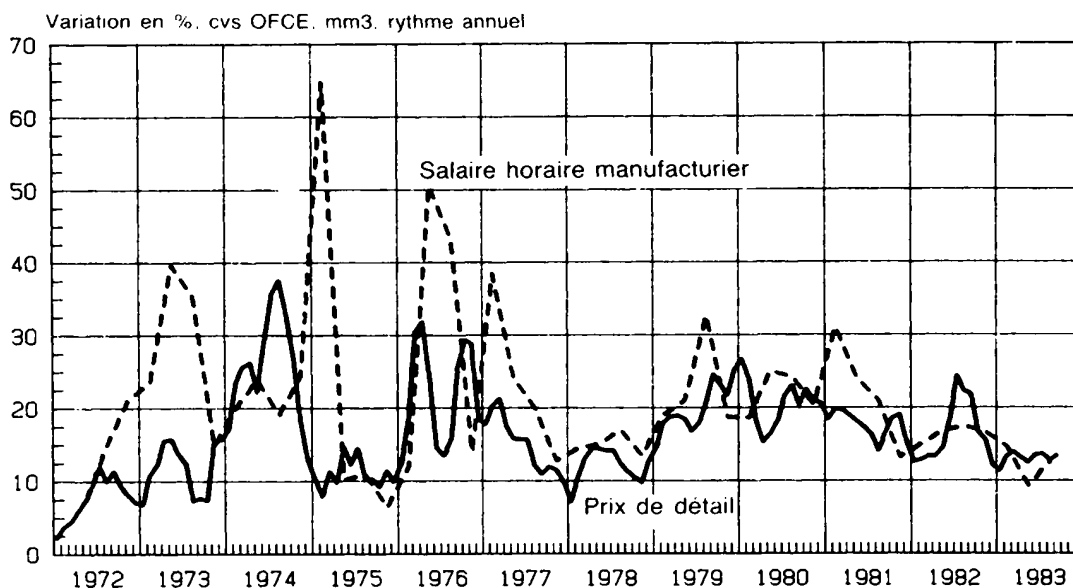
Solde des réponses en % cvs OFCE Carnets et stocks industriels



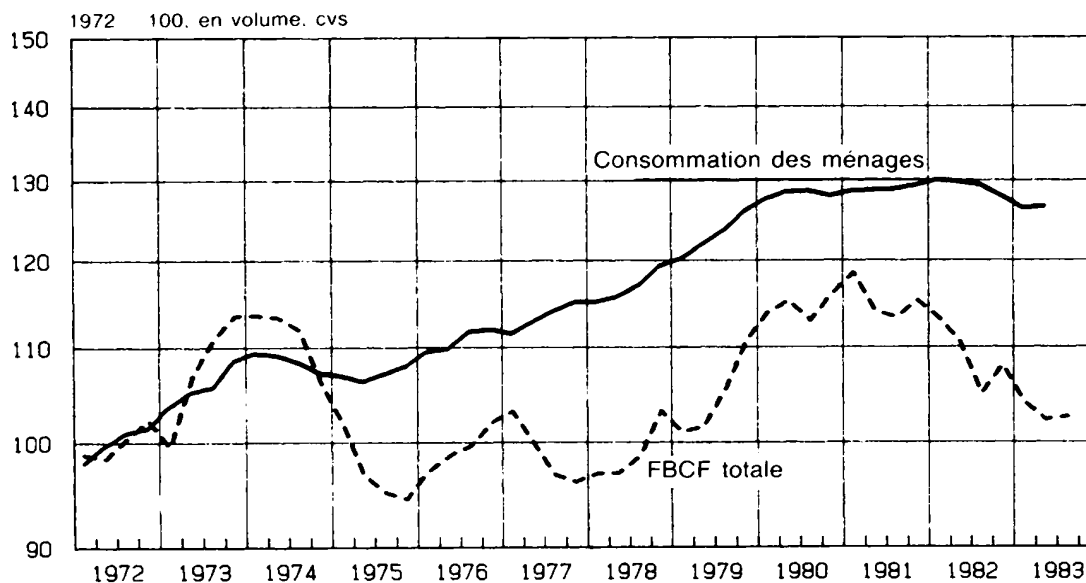
Chômage



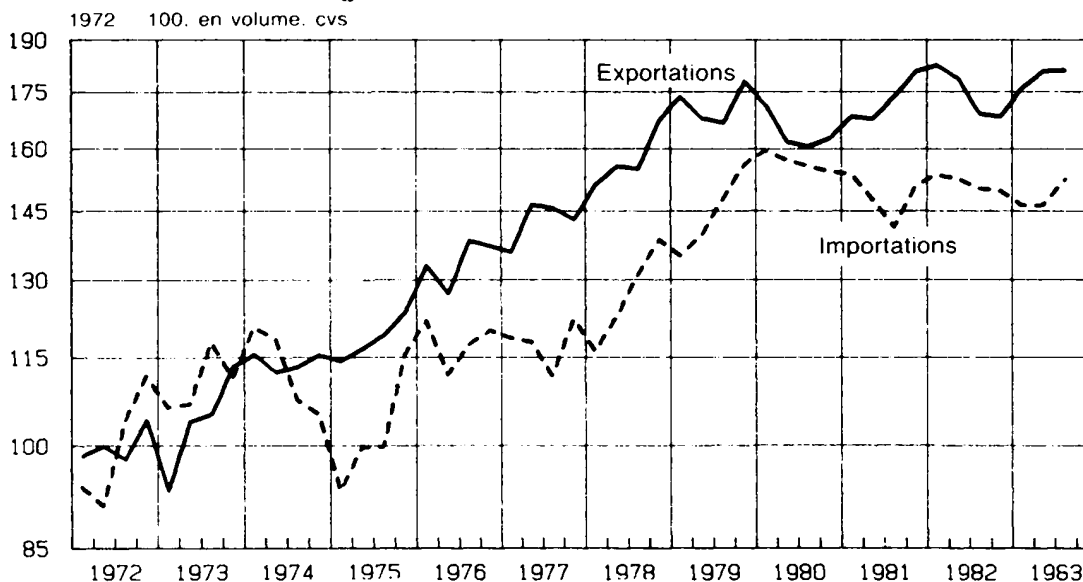
### Prix et salaires



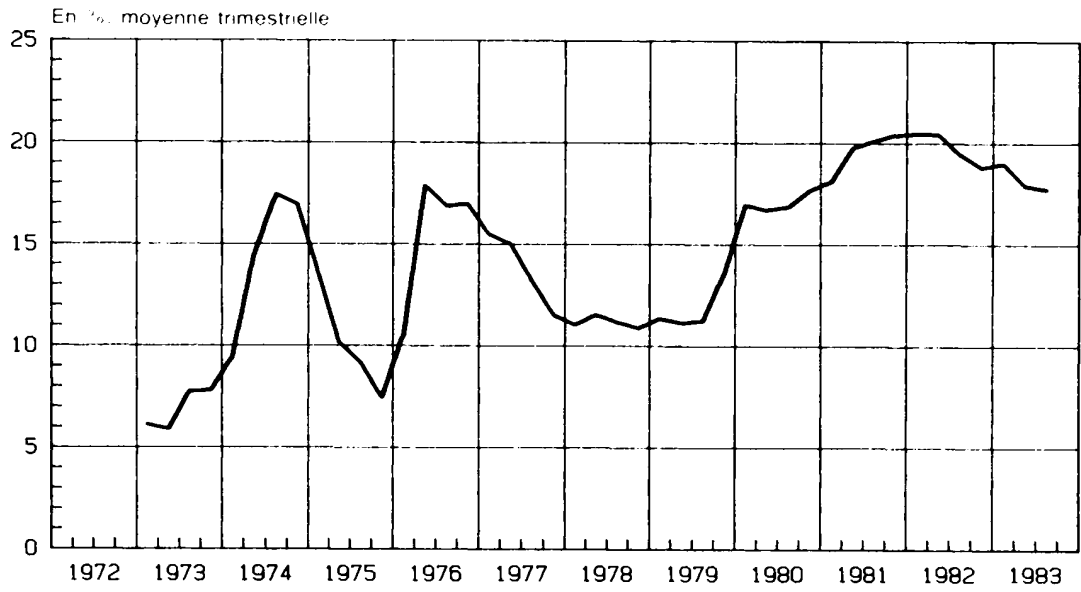
### Consommation et investissement



### Echanges extérieurs de biens et services



Taux d'intérêt nominaux au jour le jour



Cours du change de la lire

